



LA NON-CAMPAGNE DES ELECTIONS EUROPEENNES

Par HARLEM DESIR, député européen, tête de liste du Parti socialiste en Île-de-France.

Publié le jeudi 23 avril 2009.

A quelques semaines d'une échéance démocratique majeure doit-on se résigner à ce que la campagne pour les élections européennes soit réduite au silence ? C'est la pente sur laquelle veut nous entraîner le parti au pouvoir. L'affaire est entendue : le scrutin n'intéresserait pas les Français. Pourtant, les derniers sondages indiquent qu'une large majorité de nos concitoyens considère l'Europe comme l'une des principales solutions à la crise mondiale. Dans une Europe en proie aux doutes, nos concitoyens ont droit à un débat public et transparent sur notre avenir commun. Un débat où le clivage droite/gauche doit avoir toute sa place, car l'Europe a droit à l'alternance, après cinq ans de domination de la droite au Parlement européen, à la Commission européenne et au Conseil. Or, c'est désormais une évidence : l'UMP met méthodiquement en œuvre une stratégie d'évitement, pour escamoter le grand débat démocratique auquel les Français ont droit à l'occasion des prochaines élections européennes.

À moins de deux mois du scrutin, l'UMP n'a toujours pas constitué ses listes, n'a pas de programme, ne fait pas campagne. Elle méprise cette élection et méprise les citoyens. Comment l'expliquer ? Si la droite feint d'ignorer ces élections, c'est peut-être parce que celles-ci représentent la double menace d'une sanction au niveau national et au niveau européen. En effet, le bilan catastrophique de la droite européenne, s'ajoutant au désaveu de sa politique nationale, justifient largement que les Français expriment une sanction massive le 7 juin prochain. Depuis bientôt cinq ans, José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne, a abîmé l'idée européenne en l'associant systématiquement à la dérégulation économique et sociale, dont la directive Bolkestein a été le symbole, tout comme la directive « Temps de travail » dont la révision ouvre la possibilité d'étendre le travail hebdomadaire à 65 heures. Elle a sapé l'idéal européen d'un espace de droit et de liberté avec la directive Retour, « directive de la honte », qui permet de détenir 18 mois des étrangers sans jugement.

Les Etats-Unis ont tourné la page des conservateurs. Construire-t-on la nouvelle Europe en gardant les mêmes idées, les mêmes responsables, les mêmes politiques, que la droite européenne a imposés depuis cinq ans ? La réalité est simple : cette droite ne porte aucune ambition véritable pour la construction européenne. L'élection au Parlement européen représente une punition pour les candidats de l'UMP, sorte de mine de sel pour ministres sarkozystes en disgrâce.

À l'inverse, nous socialistes, sommes en ordre de bataille autour de nos listes et du Manifesto adopté par les socialistes et sociaux démocrates des 27 pays européens pour défendre un autre projet de société, un autre modèle économique, social juste et durable à l'échelle européenne. Pour nous, ces élections doivent constituer une occasion historique de donner une nouvelle direction à l'Europe. À la rencontre des citoyens, des salariés dans les entreprises et les services publics, des jeunes et des chercheurs dans les universités, nous constatons jour après jour la colère des Français, mais aussi l'envie et le besoin d'Europe, d'une Europe plus solidaire, plus démocratique, plus écologique et plus indépendante. L'Europe fait déjà partie de la vie quotidienne des Français. L'Europe mérite mieux qu'un mur de silence.